

ADC-IKIBIRI

Bruxelles, le 06/12/2013

Rue d'Ailles 60

1030 Bruxelles

adcetranger2015@gmail.com

A Monsieur Le Président de la République Française

à

Paris

Concerne : La visite du Président

burundais Nkurunziza Pierre

Monsieur le Président de la République,

Nous avons l'honneur de nous adresser à votre haute autorité afin de faire part de notre vive préoccupation quant à la visite du Président burundais Nkurunziza Pierre, un véritable dictateur qui tient à se maintenir au pouvoir en modifiant la constitution sans aucune concertation avec les autres forces vives de la nation burundaise, en l'occurrence l'opposition extra-parlementaire.

En effet, Monsieur le Président de la République, depuis que le Président Nkurunziza est au pouvoir, le Burundi est frappé par un marasme économique sans précédent. Les Burundais assistent médusés à la mauvaise gouvernance démocratique caractérisée par une intolérance politique; aux violations massives des libertés politiques, publiques et des droits de l'homme ; à l'insécurité généralisée, causée par la milice du parti au pouvoir constituée par des jeunes du CNDD-FDD appelés IMBONERAKURE et le comportement indigne des membres de la police qui roulent pour le parti au pouvoir ; à la volonté manifeste de modifier la constitution et le code électoral en violation flagrante de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation.

A seize mois des élections de 2015, un climat politique délétère s'installe au Burundi et les manœuvres du pouvoir de réduire au silence toutes les forces vives de la nation burundaise n'inuagurent rien de bon car le risque que les élections de 2015 ne soient pas libres, transparentes et démocratiques ne cesse de s'accroître.

Les préalables pour la tenue d'élections crédibles sont loin d'être réunis et des signes avant-coureurs d'une crise électorale majeure sont déjà visibles: mise en place d'une commission électorale acquise au parti du Président, une volonté manifeste d'imposer une constitution taillée sur mesure, accélération du système de division des partis politiques dit « Nyakurisation », manipulation et infantilisation des électeurs du monde rural, la promulgation par le Président Nkurunziza de la loi sur la presse très contestée et qui prévoit la restriction de la protection des sources, de fortes amendes pour des journalistes qui ne la respecteraient pas ; le projet de loi également très contesté sur les réunions publiques et les manifestations sur la voie publique ; la demande du gouvernement du Burundi du départ prématuré du BNUB ; la création et l'entretien d'une milice par le parti au pouvoir, etc.

Pour preuves, aucun résultat n'est sorti de la renacontre qui réunissait les partis et acteurs politiques burundais du 27 au 29 novembre 2013 à Bujumbura pour procéder à une première évaluation de la mise en oeuvre de la Feuille de route en vue des élections de 2015 et relever les défis à sa pleine réalisation. La Feuille de route a été adoptée par consensus lors d'un atelier sur « le processus électoral au Burundi : enseignements et perspectives », co-organisé par le Gouvernement burundais et le BNUB du 11 au 13 mars dans la capitale burundaise. La plupart des acteurs politiques, y compris certains leaders revenus d'exil y avaient participé. Cet atelier organisé conjointement par le Gouvernement burundais et le Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB) a plutôt prouvé le double langage caractérisé par le mensonge et la manipulation de la coalition au pouvoir au Burundi.

Lors des cérémonies d'ouverture de l'atelier, le 1er vice-président du Burundi, M. Bernard Busokoza déclarait « Dans le respect de la révision de la Constitution, le gouvernement mettra en place des mécanismes de dialogue et de consultation afin que tous les partenaires politiques donnent leur contribution à ce projet avant son adoption par le Parlement » avant de se rétracter à travers son porte parole. Le projet de loi ne sera finalement pas remis à l'envoyeur, à savoir le gouvernement, mais ceux qui voudront apporter des contributions voudront bien se rapprocher du parlement, a indiqué le ministre Nduwimana. Le porte-parole du premier-vice-président, Mme Catherine Mabobori, est revenue à la charge, le lendemain, pour abonder dans le même sens que le ministre de l'intérieur.

Nous pouvons donc affirmer que le risque est grand que les élections de 2015 ne soient pas libres, transparentes et démocratiques.

Au moment où nous finalisons la rédaction de cette lettre, nous apprenons que le vice-président du parti Sahwanya Frodebu et ancien vice-président de la République, Frédéric Bamvuginyumvira a été arrêté hier dans la soirée.

Pour toutes ces raisons, nous vous demandons, Monsieur le Président de République, d'user de toutes vos forces pour faire pression au Président Nkurunziza qu'il cesse toutes les manœuvres sans issue de révision de la constitution en solo, que les libertés politiques et publiques sont un droit reconnu par la constitution, d'arrêter la division des partis politiques et de permettre aux membres des partis divisés de s'exprimer librement sur les véritables leaders à travers les congrès qui seront organisés à cette occasion, nous pensons en l'occurrence aux partis FNL et UPD. Nous vous prions également d'user de toutes vos énergies pour que le vice-président du parti Sahwanya Frodebu et ancien vice-président de la République, Frédéric Bamvuginyumvira soit libéré sans aucune condition.

Et d'ailleurs tous les leaders des partis politiques devraient avoir une immunité provisoire en cette période pré-électorale.

Enfin, les partis de la coalition ADC-IKIBIRI prévoient une manifestation pacifique ce lundi 09 décembre 2015 pour exiger que le projet de constitution retourne au gouvernement comme l'avait bien souligné le 1er vice-président du Burundi, M. Bernard Busokoza. Nous sollicitons votre concours, pour que le Président Nkuruzinza laisse les Burundais manifester comme le stipule la constitution burundaise. Plutôt que de traquer les manifestants, la police qui est formée par votre pays devrait plutôt encadrer la manifestation et assurer la sécurité de tous les Burundais.

Dans l'espoir d'une suite favorable à notre plaidoirie, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la république, l'expression de notre profonde gratitude.

Pour la Coordination de l'ADC-IKIBIRI à l'étranger,

Serge NTAKIYIRUTA